



Organisation
Mondiale
de la Santé
Animale

World
Organisation
for Animal
Health

Organización
Mundial
de Sanidad
Animal

Bien-être animal et législation dans les pays en développement

Défis et opportunités

Animal Welfare Legislation in
Developing Countries –
Challenges and Opportunities







Un paradoxe ?

Apparent seulement car...

Il ne détourne pas de ressources significatives.

Il est une composante du bien être de l'Homme par ses différentes dimensions.

Il n'est pas concurrent.

**Le bien-être animal n'est pas en
concurrence avec celui de
l'Homme**

De multiples dimensions ...

Notion complexe aux dimensions multiples notamment :

Utilitaire

Economique

Morale

utilitaire...alimentaire



Utilitaire...agriculture



Utilitaire...travail



Pêche avec les dauphins

Utilitaire...aide



Utilitaire...transport



Avec des limites...



Utilitaire...courses,



...Loisirs et tourisme



Protéger la ressource

- L'animal est avant tout une ressource pour l'Homme
 - « Les animaux étant de purs moyens mis à la disposition des fins de l'humanité, la cruauté envers eux constitue une violation d'un devoir de l'Homme envers lui même » (Kant)

Améliorer la ressource

Le bien-être des animaux améliore leur état et leur productivité...

La bien-traitance coûte moins cher que la maltraitance :
elle engendre un bénéfice pour l'Homme

C'est sa dimension utilitaire

Une dimension économique...

- Exigence de certains marchés d'exportation
 - Agriculture biologique
 - Commerce équitable

Les importateurs ont des exigences

Article L236-1 Code rural (France)

Pour être introduits sur le territoire [...], les animaux vivants, les produits et sous-produits d'origine animale, les aliments pour animaux, les micro-organismes pathogènes pour les animaux et les produits susceptibles de les véhiculer doivent répondre aux conditions sanitaires

ou ayant trait à la protection des animaux

fixées par le ministre chargé de l'agriculture ou par des règlements ou décisions communautaires.

exigences communautaires

- Directive 91/496/CEE du Conseil, du 15 juillet 1991, fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les animaux en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté

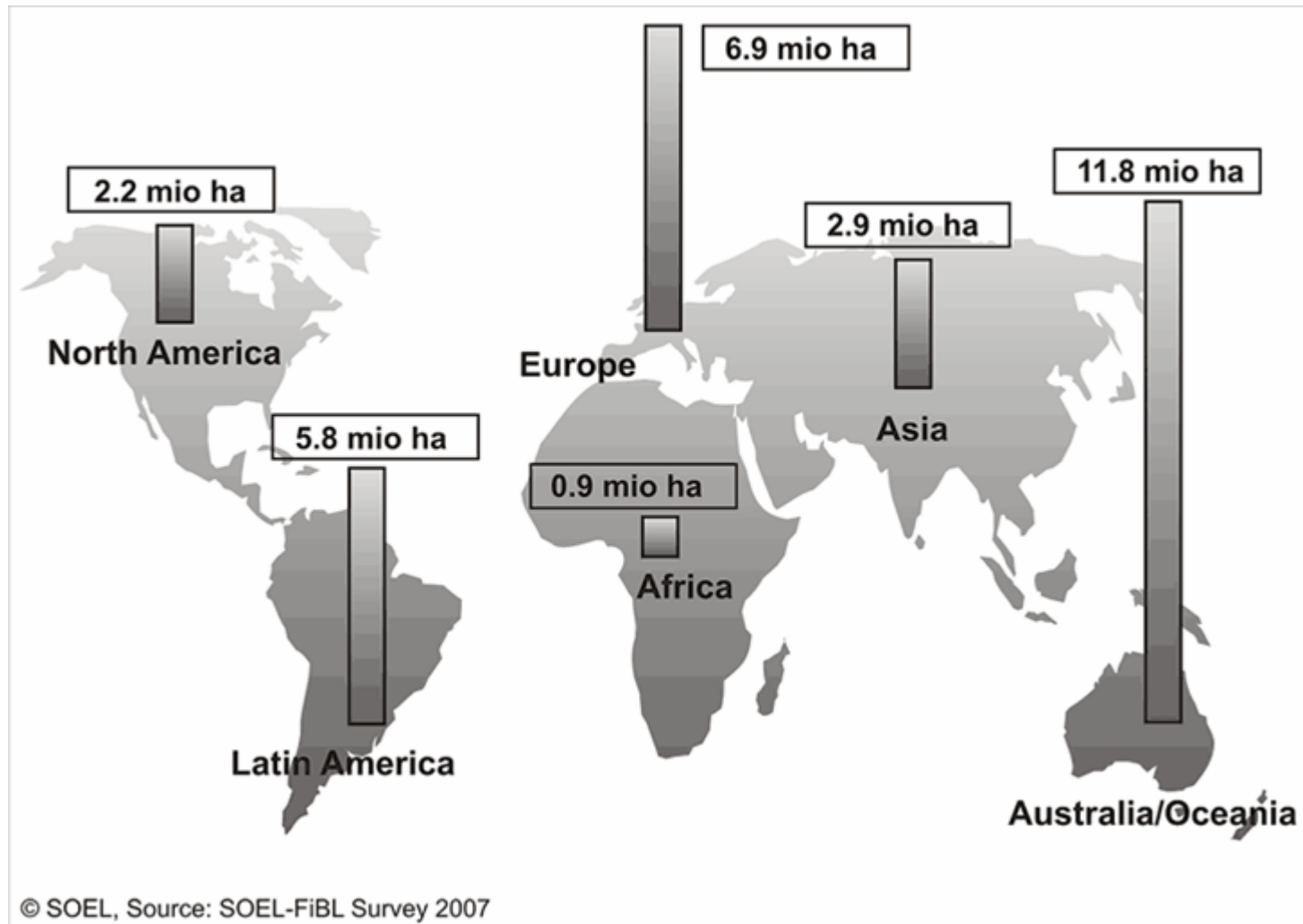
Article 4

- 1. Les États membres veillent à ce que chaque lot d'animaux en provenance des pays tiers..., afin de s'assurer:
 - de ce que les mentions qui figurent sur les certificats ou documents correspondent aux garanties exigées par la réglementation communautaire ...
- 2... le vétérinaire officiel doit procéder à un contrôle physique des animaux présentés au poste d'inspection frontalier. Ce contrôle doit comporter notamment:
 - d) la vérification du respect des exigences minimales de la directive 77/489/CEE du Conseil, du 18 juillet 1977, relative à la protection des animaux en transport international.

Agriculture biologique : une demande...

- Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil, du 24 juin 1991, concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires
- Considérant 1 :
- considérant que les consommateurs demandent de plus en plus des produits agricoles et des denrées alimentaires obtenus d'une manière biologique; que ce phénomène crée donc un nouveau marché pour les produits agricoles;
- Annexe 1 –A nombreuses considération sur l'élevage équivalentes au bien être

Dimension économique... ...agriculture biologique



Des perspectives...

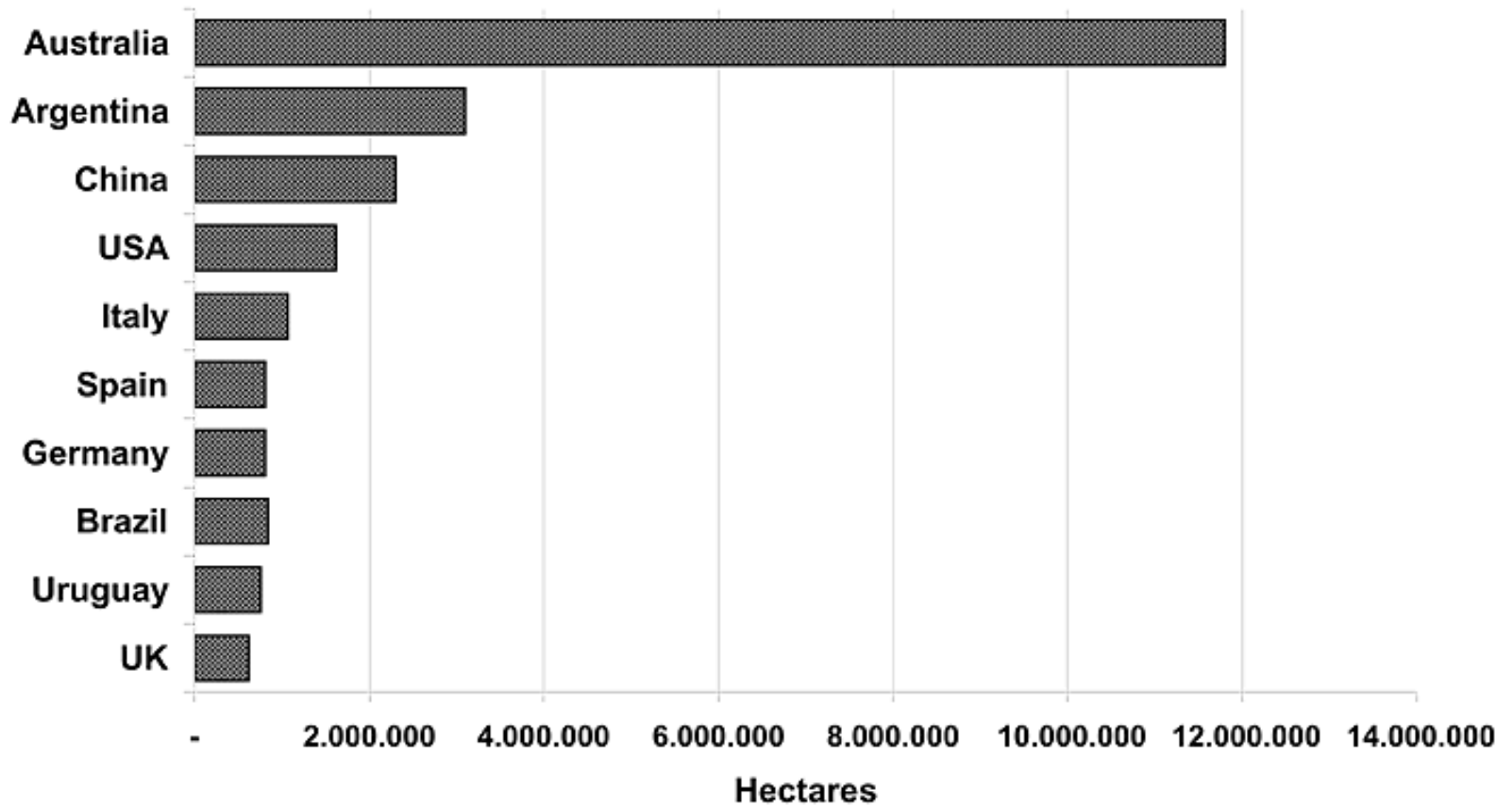
Année	Chiffre d'affaire
•2006	<u>€</u> 1 609 000 000
•2005	<u>€</u> 1 141 570 191
•2004	<u>€</u> 831 523 066
•2003	<u>€</u> 554 766 710
•2002	<u>€</u> 300 000 000
•2001	<u>€</u> 248 000 000
•2000	<u>€</u> 220 000 000

Fairtrade Labelling Organizations International (2006).

•<http://www.organic-europe.net/default.asp>

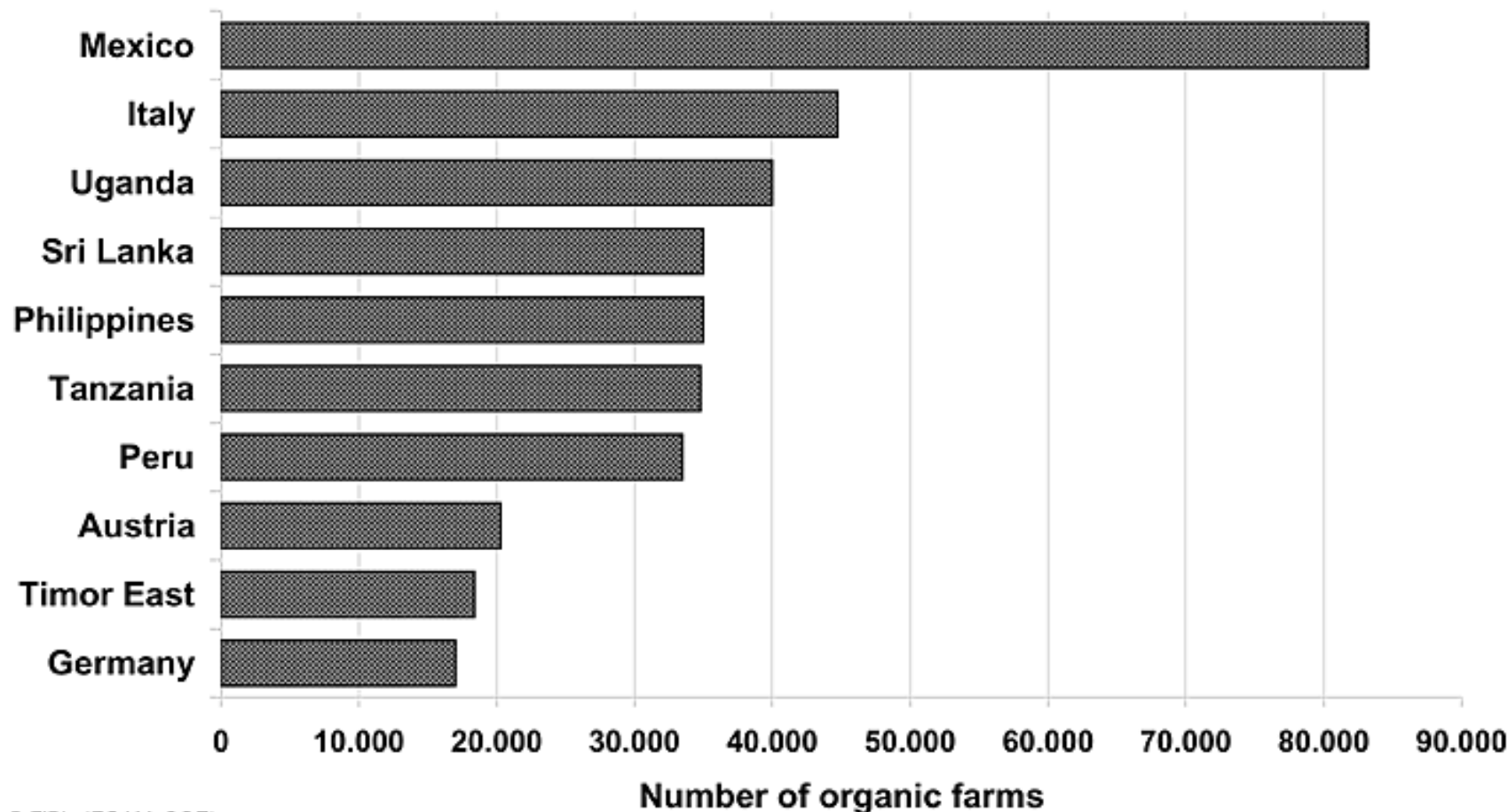
Des surfaces...

The ten countries with most organic land



Des potentialités...

The ten countries with the highest number of organic farms



Des exigences...

Règlement (CE) n° 345/2008 de la Commission du 17 avril 2008 établissant les modalités d'application du régime d'importation de pays tiers prévu au règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil concernant le mode de production biologique de produits agricoles [...]

Considérant 2 : Il résulte du règlement (CEE) no 2092/91 que les produits importés d'un pays tiers peuvent être commercialisés lorsqu'ils sont originaires **d'un pays tiers appliquant des règles de production et des mesures de contrôle équivalentes à celles de la Communauté**, et figurant sur une liste à établir par la Commission.

Sur la bien-traitance...

- Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil, du 24 juin 1991, concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires
- Annexe 1 –A nombreuses considération sur l'élevage correspondant à des exigences de bien-être

Commerce équitable...

« **L'environnement.** Le commerce équitable encourage activement de meilleures pratiques environnementales et l'application de méthodes responsables de production. »

(Point 9 de la charte)

Dimension morale

- Respect de la nature
- Respect de la condition animale
- Respect de notre environnement

Plutarque (46 –125)

« nous ne devons pas traiter les êtres vivants comme des chaussures ou des ustensiles, qu'on jette quand ils sont abîmés ou usés ou à force de servir, car il faut s'habituer à être doux et clément envers eux, sinon pour une autre raison, du moins pour s'exercer à la pratique de la vertu d'humanité... »

La santé publique vétérinaire

« l'ensemble des actions qui sont en rapport direct ou indirect avec les animaux, leurs produits et sous-produits, dès lors qu'elles contribuent à la protection, à la conservation et à l'amélioration de la santé de l'Homme, c'est à dire son bien-être, physique, moral et social »

Place du bien être animal dans la santé publique vétérinaire

Contribue au bien être physique :

- Ressource alimentaire et travail
- Développement économique

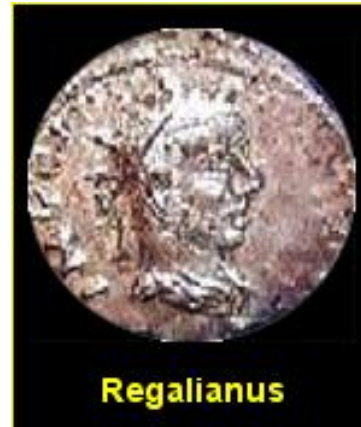
Et au bien être moral

- Équilibre
- Mode de vie
- Jeux - loisirs

Responsabilité de l'Etat

La santé publique vétérinaire a pour finalité la santé de l'Homme.

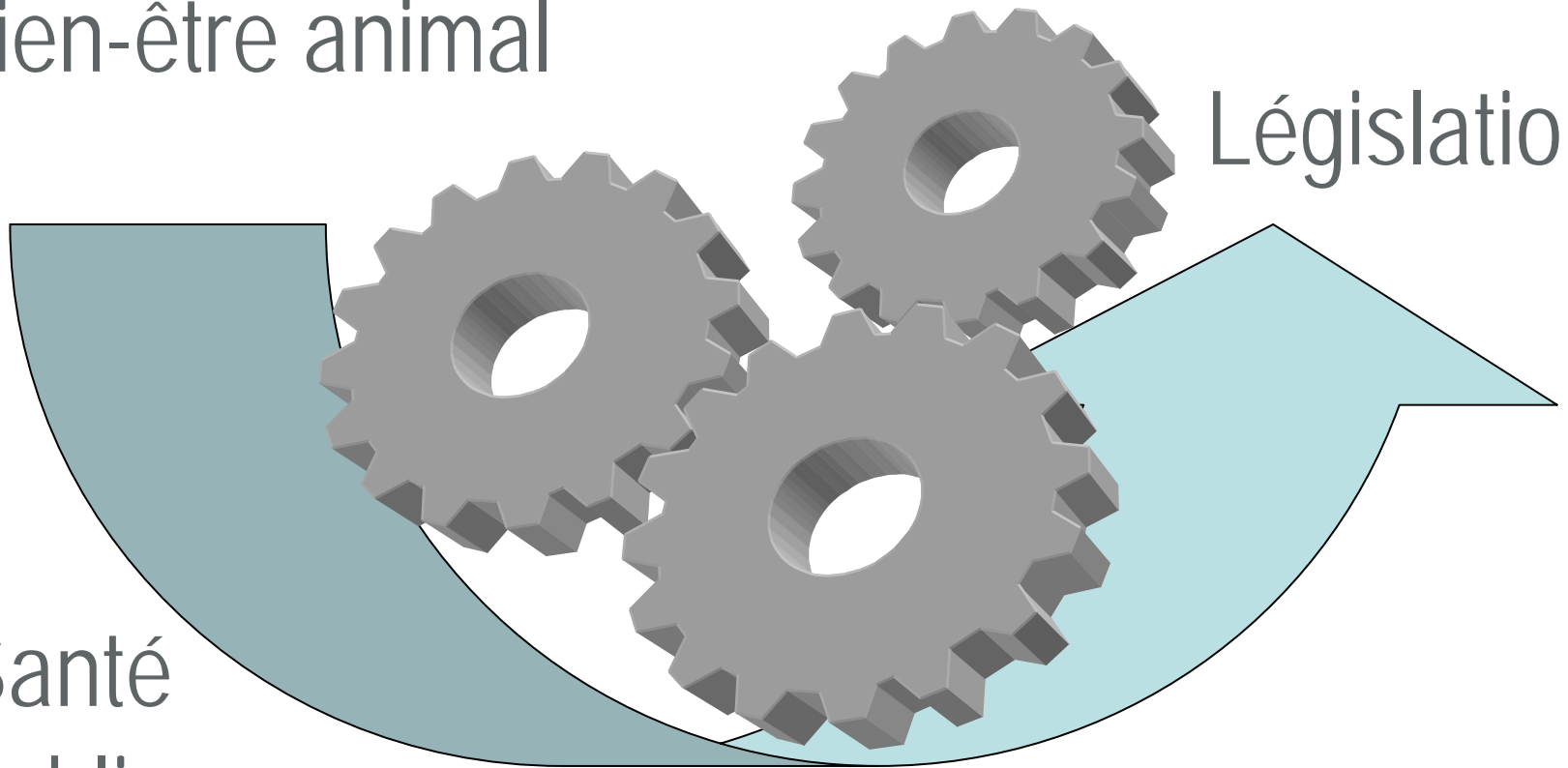
C'est donc une
fonction régaliennne



Regalianus

Bien-être animal

Législation



Santé
publique
vétérinaire

Santé publique

La législation

Ne pose pas de vagues principes

Doit être normative :

« Il faut que toute loi soit claire uniforme et précise car l'interpréter c'est presque toujours la corrompre » (Voltaire)



Welfare ?

- Désigne :
 - L'état lui même
 - Les préoccupations scientifiques et éthiques rattachées
 - La protection juridique
 - Les mesures d'amélioration de la condition animale
- Traduction difficile et variable

Définition de l'United Kingdom farm animal welfare council

- *freedom from hunger and thirst ;*
- *freedom from discomfort ;*
- *freedom from pain injury and disease;*
- *freedom to express normal behaviour;*
- *freedom from fear and distress*

- Ce qui est une définition-objectif

Code terrestre, article 7.1.2

Principes directeurs pour le bien-être animal

1. Il existe une relation très forte entre la santé des animaux et leur bien-être.
2. Les « cinq libertés » universellement reconnues (être épargné de la faim, de la soif et de la malnutrition, être épargné de la peur et de la détresse, être épargné de l'inconfort physique et thermique, être épargné de la douleur, des blessures et des maladies, et être libre d'exprimer des modes normaux de comportement) offrent des orientations précieuses pour le bien-être des animaux.

Conséquences...

- Conduit à distinguer :

l'état de bien être qui est le ressenti de l'animal ou son appréciation par l'Homme qui est ouvert à tous les débats scientifiques et éthiques et qui peut être l'objectif de la législation;

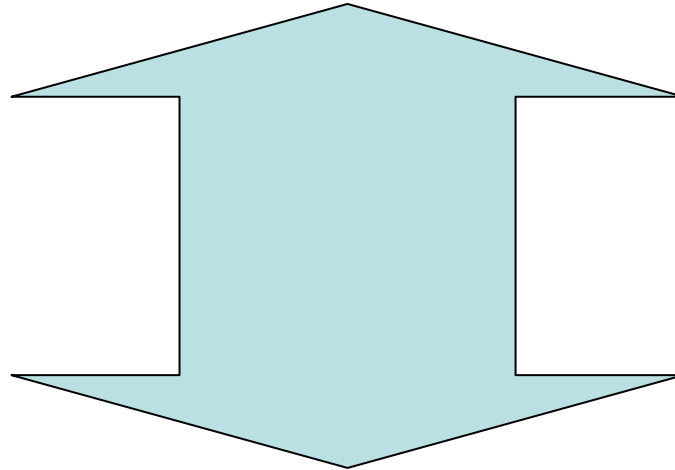
des moyens de l'obtenir ou de ne pas y nuire et qui résultent d'une action de l'Homme, que j'appelle **bien-traitance** et qui se prête à la législation.

(Cf Article 7.1.1 du Code terrestre)

Ligne directrices de législation

Statut général de l'animal et
rapport avec l'animal

Deux axes



Règles techniques
d'action

Axe 1

Statut juridique de l'animal

Qualification de l'infraction de mauvais traitement ou de maltraitance

Autorité compétente

Limitation des liberté individuelles pour l'exercice de certaines activités

Axe 2

- Condition d'élevage et d'entretien
- Conditions de transport
- Conditions d'abattage ou d'exploitation
- Expérimentation animale

Opportunités

La prise en compte des SV reconnus
comme bien public mondial

Les PVS et l'optimisation des
performances

La convergences des législations pour les
échanges (Code terrestre)

Les missions d'appui à la révision des
législations

La loi n'est pas le seul moyen

- Opportunité au sens juridique
- Importance des associations
 - Évolution du concept donnant lieu à la réglementation
 - Action de promotion de la législation
 - Application directe
- Doivent être intégrées dans l'élaboration législative

Défis

Le législateur doit s'engager alors que la demande sociale est faible.

L'application est difficile voire conflictuelle.

Les règles de protection ont une incidence sur l'investissement.

Il faut quelques moyens pour l'autorité compétente.

Conclusion

Laisser la place au concept de bien-être animal dans la législation vétérinaire dont il est une composante.

Introduire les outils réglementaires avec conviction.

Utiliser l'aide de l'OIE pour l'exploitation des PVS et le développement de la législation

Voir dans la promotion du bien être animal un action en faveur à la fois du développement matériel et moral.

Thank you for your attention

Organisation
Mondiale
de la Santé
Animale

World
Organisation
for Animal
Health

Organización
Mundial
de Sanidad
Animal